

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/74/BOL
10 janvier 2002

(02-0107)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: espagnol

SUBVENTIONS

Demandes au titre de l'article 27.4 de l'Accord sur les
subventions et les mesures compensatoires

Demandes au titre des procédures énoncées
dans le document G/SCM/39

BOLIVIE

La Mission permanente de la Bolivie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 28 décembre 2001.

En ce qui concerne les prorogations de la période de transition prévues au paragraphe 4 de l'article 27 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, la Bolivie a l'honneur de notifier les programmes relatifs aux zones franches et au régime d'importation temporaire aux fins d'exportation RITEX, conformément aux dispositions du document G/SCM/39 ("Procédures pour les prorogations au titre de l'article 27.4 pour certains pays en développement Membres"). La description des deux programmes est jointe à la présente demande.

La Bolivie appelle l'attention sur le fait qu'elle se réserve le droit de recourir aux procédures de prorogation indiquées au paragraphe 6 b) et c) du document G/SCM/39 susmentionné, si cela s'avérait nécessaire pour le développement économique et financier du pays.

* * *

Compte tenu du document G/SCM/39 du 13 novembre 2001 intitulé "Procédures pour les prorogations au titre de l'article 27.4 pour certains pays en développement Membres", et considérant en outre le paragraphe 1 de l'article XVI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT de 1994), l'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, ainsi que le paragraphe 7 dudit article selon lequel la notification d'une mesure ne préjuge ni du statut juridique de celle-ci au regard du GATT de 1994 et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, ni de la nature de la mesure ou des programmes notifiés, lesquels sont adoptés compte tenu des besoins en matière d'économie, de finances et de développement de la Bolivie, pays figurant à l'Annexe VII de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, le gouvernement bolivien a l'honneur de notifier les programmes suivants:

ZONES FRANCHES

Les zones franches sont des espaces du territoire douanier bolivien parfaitement délimités, dotés d'une infrastructure adéquate pour la réalisation d'opérations commerciales et industrielles, et sont soumises à un régime douanier et fiscal séparé. En application de ce régime, les opérations effectuées dans les zones franches sont exonérées du paiement des taxes intérieures et des droits de douane.

Le cadre juridique général des zones franches est constitué principalement par la Loi n° 1489 du 16 avril 1993 (Loi sur le développement et le régime fiscal des exportations), la Loi n° 1990 (Loi générale douanière) et les Décrets suprêmes n° **22410** du 11 janvier 1990, **22526** du 13 juin 1990 et **23565** du 22 juillet 1993.

N°	RAISON SOCIALE	TYPES DE CONCESSION	TYPES D'ACTIVITÉ
1.	Zone franche d'Oruro	Industrielle et commerciale	Commerciale
2.	Zone franche centrale portuaire Aguirre S.A.	Industrielle et commerciale	Commerciale
3.	Zone franche Cochabamba S.A.	Industrielle et commerciale	Commerciale et industrielle
4.	Zone franche El Alto GIT S.A.	Industrielle et commerciale	Commerciale et industrielle
5.	Zone franche Santa Cruz GIT S.A.	Industrielle et commerciale	Commerciale
6.	Zone franche Desaguadero	Commerciale	Commerciale
7.	Zone franche Guayaramerin	Industrielle et commerciale	Commerciale
8.	Zone franche San Matías	Commerciale	Commerciale
9.	Zone franche Puerto Suárez	Industrielle et commerciale	Commerciale et industrielle (en construction)
10.	Zone franche Yacuiba	Industrielle et commerciale	Commerciale
11.	Zone franche WINNER S.A.	Industrielle et commerciale	Commerciale
12.	Zone franche Villazón	Industrielle et commerciale	Commerciale
13.	Zone franche Oruro GRAN	Commerciale	Commerciale (en construction)
14.	Zone franche Patacamaya	Industrielle et commerciale	En construction

**RÉGIME D'IMPORTATION TEMPORAIRE AUX FINS
D'EXPORTATIONS - RITEX**

En vertu de ce régime, matières premières et biens intermédiaires sont admis dans le territoire douanier bolivien sans acquitter de droits d'importation exclusivement pour être utilisés dans un processus de production aux fins d'exportation.

Ce régime est régi d'une manière générale par la Loi n° 1489 (Loi sur le développement et le régime fiscal des exportations) et par la Loi n° 1990 (Loi générale douanière). En outre, son règlement d'application se trouve dans le Décret suprême n° 25706 du 14 mars 2000.
